

🕒 Temps de lecture : 2 min

Le budget 2026 n'attend pas. Le gouvernement de François Bayrou travaille dès maintenant à l'élaboration du budget de l'année prochaine. Au programme : beaucoup d'économies et pas d'augmentation des impôts, garantit le ministre de l'Economie.



© Bloomberg/Getty Images - Eric Lombard promet une «méthode radicalement nouvelle» pour le budget 2025.



Par **Joséphine Pélais**

Journaliste actualités générales Capital.fr

Publié le 14/04/2025 à 12h13

🔖 Sauvegarder 🔗 Partager

Recevoir les alertes **Budget**

La suite sous cette pub

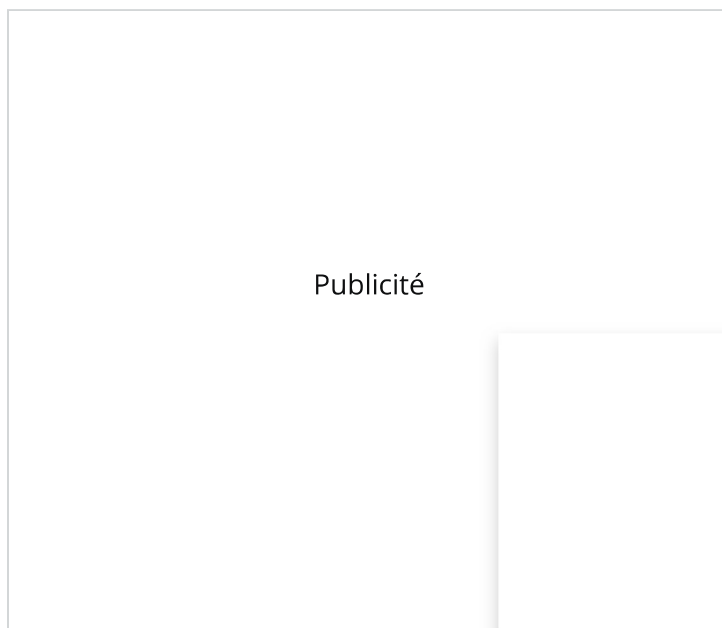
Publicité
Capital



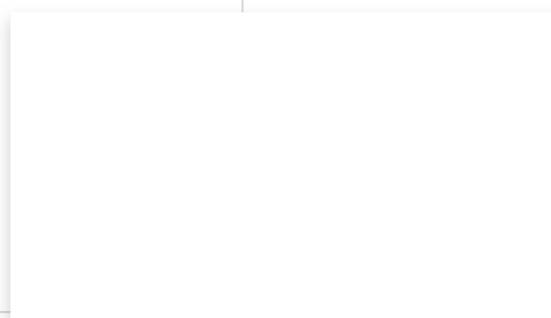
L'«*état d'alerte budgétaire*» est déclaré. Dimanche, le ministre de l'Economie, Eric Lombard, a annoncé que la France allait devoir réaliser «*un effort supplémentaire de 40 milliards d'euros*» en 2026, un geste «*considérable*». Pour rappel, le budget 2025 prévoit déjà une cinquantaine de milliards d'euros d'efforts, renforcé cette semaine par cinq milliards supplémentaires puisés dans des crédits mis en réserve. Après avoir adopté le budget 2025 avec quelques mois de retard, le gouvernement veut s'y prendre tôt pour l'année à venir. Et ça commence dès mardi.

Le gouvernement se réunit le 15 avril pour une conférence sur les finances publiques autour du Premier ministre, François Bayrou. Sont également invités : des parlementaires, des organismes de sécurité sociale, des collectivités locales. Le locataire de Bercy promet une «*méthode radicalement nouvelle*». Quant au chef du gouvernement, il estime qu'il s'agit là d'une occasion d'«*exposer aux Français*», les «*pathologies*» et les «*déséquilibres*» que le pays «*traîne depuis des décennies*».

La suite sous cette publicité



Publicité



À lire aussi : Augmenter le budget de la défense, une menace pour les services publics ?

Des hausses d'impôts pour les Français

Fil d'infos Économie et Société Business Votre argent Immobilier Vie au travail Votre re

question d'augmenter les impôts», s'est engagé le ministre de l'Économie suivant les pas du chef du gouvernement et du président de la République qui ont certifié qu'aucune augmentation des impôts n'est à prévoir.

Pour autant, en ce qui concerne la contribution différentielle sur les plus hauts revenus (CDHR), appliquée aux ménages les plus aisés, présentée comme temporaire et qui fixe un taux minimal d'imposition de 20%, Éric Lombard a dit «souhaiter» qu'elle soit «*pérenne*» dans «*un souci d'équité*». Le ministre de l'Économie a ajouté que le gouvernement s'engageait à combattre la suroptimisation fiscale. L'objectif est de transformer cette contribution «*en un outil de lutte contre les suroptimisations fiscales*», a précisé son cabinet à l'AFP.

La suite sous cette publicité

Publicité

Mais une réduction des dépenses public

«Avec 57% de PIB de dépenses publiques, on peut t
dépenses et maintenir la qualité des services», a cer
de toute politique d'«austérité». Pour le ministre, il r
lui, les dépenses publiques françaises sont supérieures de «10%» à la «moyenne
européenne». «Nous dépensons beaucoup et nous pensons que nous pouvons
dépenser mieux», a assuré le ministre.

Le gouvernement souhaite toujours ramener le déficit public à 5,4% du PIB cette
année. Pour Éric Lombard, l'ambition est «*utopique* car nous avons décidé la semaine

Fil d'infos **Économie et Société** **Business** **Votre argent** **Immobilier** **Vie au travail** **Votre re**
fixe pour objectif un déficit public à 4,0 % du PIB en 2026 ainsi de revenir sous les 3 %
d'ici 2029, conformément aux normes européennes en la matière.

La suite sous cette publicité

Publicité

Seniors, retraités, chômeurs... qui sera mis à contribution ?

D'autres pistes ont été évoquées. François Bayrou a notamment mentionné «*la nécessité d'une augmentation du taux d'emploi des seniors*», dans un communiqué paru jeudi 10 avril après la publication du second rapport commandé par le gouvernement à la Cour des comptes concernant le «conclave» sur les retraites qui se déroule actuellement.

En parallèle, l'exécutif a récemment soulevé la possibilité de mener une nouvelle réforme de l'assurance chômage comme une «*sour*
d'autres mesures», selon le cabinet du ministère du
eux aussi être mis à profit tout comme les collectivités
participation a été réduit pour le budget 2025, passant
d'économies à 2,2 milliards d'euros.

Autour de cet article

BUDGET

GOUVERNEMENT

DÉFICIT PUBLIC

FRANÇOIS BAYROU

RÉFORME DES RETRAITES